

ROSA news

Reseau operationnel de securité alimentaire et nutritionnelle, et agriculture durable



Eleveurs pastoraux au Niger. Photo : WFP / Rein Skullerud (Flickr)

La rubrique *Actualités* de cette édition N°51 est consacrée à l'importance de la sécurité alimentaire et de l'agriculture durable dans le contexte de la COP21, programmée ce mois-ci à Paris. Les *Dernières nouvelles de la Commission Européenne* présentent le Programme d'Action Annuel (PAA) du Programme Panafricain récemment adopté et en particulier la collaboration avec la Commission de l'Union Africaine sur l'agriculture, la sécurité alimentaire et la sûreté sanitaire des aliments. Cette newsletter s'intéresse également au Fonds Fiduciaire d'Urgence de l'Union européenne en faveur de la stabilité et de la lutte contre les causes profondes de la migration irrégulière et du phénomène des personnes déplacées en Afrique, lancé le 12 Novembre lors du Sommet de La Valette sur les Migrations. Ce Numéro vous propose également une présentation des conférences et événements récents et à venir ainsi que des nouvelles ressources.

ROSA News est produit par le réseau ROSA

de Capacity4dev. Pour recevoir cette newsletter, rejoignez le réseau ROSA en suivant le lien en bas de cette page. Depuis Juin 2015, ROSA est devenu le réseau en ligne dédié à la sécurité alimentaire et nutritionnelle, à l'agriculture durable et au développement rural sur Capacity4dev.

Cette newsletter est produite par Sarah Cummings et Paolo Sarfatti de l'ISS-FANSSA (*Integrated Support Service-Food and Nutrition Security and Sustainable Agriculture*, courriel EuropeAid-FANSSA@ec.europa.eu). Vos commentaires sur le groupe ROSA sont les bienvenus sur Capacity4dev et vous pouvez également contacter l'équipe ISS-FANSSA par courriel.

Bonne lecture !



2015

Année européenne

pour le développement

International
Cooperation and
Development

DANS CE NUMERO

02

Actualités

05

**Dernières nouvelles
de la commission**

06

Événements passés

07

Prochains événements

08

**Nouvelles ressources
en ligne**

09

**Ressources externes et
blogs**

Pour vous abonner à cette newsletter, inscrivez-vous sur Capacity4Dev et rejoignez le réseau ROSA sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle et l'agriculture durable.

Sécurité alimentaire *et* agriculture durable à l'heure du changement climatique

COP21

La France accueillera la 21^e Conférence des Parties à la Convention-Cadre des Nations Unies sur le Changement Climatique (COP21) du 30 Novembre au 11 Décembre 2015. Cette conférence cruciale devrait déboucher sur un nouvel accord international de lutte contre le changement climatique, d'application universelle, visant à contenir le réchauffement climatique en-dessous de 2°C. L'une de ses composantes essentielle sera la conclusion d'un accord financier permettant aux pays en développement de financer, dès maintenant et jusqu'à l'après 2020, la transition vers des économies plus résilientes et moins intensives en carbone. Un aspect essentiel de la COP21, *le Plan d'Action Lima-Paris*, rassemblera des acteurs étatiques et non-gouvernementaux pour raviver, à court et long terme, la coopération face aux enjeux climatiques et ainsi soutenir le nouvel accord universel.



→ Découvrez le réseau ROSA

Une femme transportant de l'eau pour sa famille, Burkina Faso. Photo : Ollivier Girard / CIFOR



Adaptation au changement climatique en Guyane.
Photo : Bibliothèque CE

“ Dans quelques jours, l'agenda 2030 sera soumis à son premier vrai test à l'occasion de la réunion de la communauté internationale à Paris pour la 21^e Conférence des Parties sur le Changement Climatique. L'UE réaffirme son engagement de contribuer dans une juste mesure à l'objectif des 100 milliards annuels d'ici 2020. Nous sommes déterminés à obtenir à l'issue de la COP21 un nouvel accord mondial sur le climat à la fois ambitieux, global et contraignant.

Neven Mimica
Commissaire Européen
Coopération Internationale
et Développement

Sécurité alimentaire et agriculture durable

Le changement climatique exacerbe les difficultés du secteur agricole par son impact sur les récoltes et l'élevage à l'échelle mondiale, plaçant la sécurité alimentaire et l'agriculture durable au cœur de tout accord relatif au changement climatique. Parallèlement, l'agriculture contribue de façon non négligeable aux émissions de gaz à effet de serre (GES) à l'origine du changement climatique. Selon un récent rapport de l'OCDE, l'agriculture serait à l'origine d'environ 1/3 de ces émissions : 17 % directement liés à des activités agricoles et 7 à 14 % liés à la reconversion des terres.

L'agriculture est un secteur crucial pour de nombreux pays par ses répercussions en termes de développement socio-économique et de sécurité alimentaire. Les liens entre productivité, résilience et durabilité y sont particulièrement marqués, et les difficultés exacerbées par le changement climatique. L'agriculture doit ainsi répondre à un **triple défi** consistant à s'adapter au changement climatique tout en contribuant à en atténuer les effets et en répondant aux objectifs vitaux de sécurité alimentaire. Point de convergence de ces enjeux, la question des sols agricoles a incité le gouvernement français à lancer durant la COP21 une initiative internationale et multipartite intitulée **Initiative 4/1000 : les sols pour la sécurité alimentaire et le**

climat, visant à défendre la restauration et la préservation des sols agricoles riches en carbone.

Le changement climatique pose des difficultés inédites aux agriculteurs, dont la production doit croître en quantité et en qualité pour nourrir une population en augmentation – estimée à 9 milliards de personnes d'ici 2050. Les pratiques agricoles doivent donc être adaptées à un climat différent, marqué par des phénomènes climatiques extrêmes et une plus grande irrégularité saisonnière. Les producteurs agricoles des pays pauvres, souvent parmi les plus démunis, sont particulièrement vulnérables face aux conséquences du changement climatique. A travers leurs discours récents, le Directeur-Général du FAO José Graziano da Silva et le Ministre de l'Agriculture français, Stéphane Le Foll, argumentent que des politiques ciblées et investissements relatifs à la sécurité alimentaire devraient être au cœur des discussions sur le changement climatique, faute de quoi les progrès récents de la lutte contre la faim à l'échelle mondiale se trouveraient compromis. Les recherches du *Global Sustainability Institute*, think-tank financé par le Gouvernement britannique, vont même plus loin en prévoyant un effondrement catastrophique du système alimentaire mondial et une recrudescence inédite des émeutes de la faim d'ici 2040 en l'absence d'actions de réponse au changement climatique.

Le phénomène El Niño et son impact sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle

El Niño est un phénomène climatique périodique caractérisé par des températures anormalement élevées des eaux superficielles de la région orientale et centrale-tropicale de l'océan Pacifique. Ses répercussions les plus sévères touchent l'Amérique centrale, les Caraïbes, l'Afrique australe, la Corne de l'Afrique, l'Asie centrale et méridionale, l'Asie du Sud-Est et le Pacifique.

La Commission Européenne, avec le soutien du Centre Commun de Recherche, a mis sur pieds une analyse annuelle permettant d'identifier les points chauds de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle à l'échelle mondiale, y compris ceux liés à El Niño. Cette analyse oriente l'affectation des ressources financières destinées à faire face aux crises les plus aiguës à l'échelle mondiale. Le programme PRO-ACT (Pro-Résilience Action, *Action pour la Résilience*) financé par le programme thématique concernant les biens publics mondiaux et les défis qui les accompagnent, qui vise notamment à lutter contre les crises alimentaires et renforcer la résilience, s'appuie également sur cette analyse.

L'agriculture fait partie de la solution

Malgré ces constats pessimistes, des solutions techniques existent et soulignent le rôle potentiel du secteur agricole dans l'atténuation des effets du changement climatique et le développement de solutions d'adaptation. Cependant, l'OCDE concède qu'en l'absence de signaux politiques cohérents, les efforts des agriculteurs souffriront difficilement à atteindre la durabilité, productivité et résilience nécessaires. Les communautés agricoles pauvres et vulnérables auront besoin de soutien pour accroître leurs revenus et acquérir la résilience indispensable face aux incertitudes de l'avenir. Pourtant, dotées des bons outils pour accroître de façon durable leur production alimentaire et la stabilité de leurs revenus, elles pourraient prospérer. L'agriculture peut contribuer à la séquestration ou la réduction des émissions de gaz à effet de serre en se tournant vers de nouvelles pratiques et technologies ou en adaptant les existantes. A long terme, les mesures de réponse au changement climatique se révéleront probablement bénéfiques pour les agriculteurs, en leur assurant une meilleure nutrition, une production accrue et des revenus plus importants. Tout cela ne sera possible qu'en comptant sur des actions rapides et un engagement international lors de la COP21. Le changement climatique affecte déjà la santé et la vie quotidienne des groupes vulnérables de certaines régions du monde.

L'égalité des sexes face aux enjeux climatiques

Les travaux récents de l'IFPRI ont démontré l'existence de disparités entre les sexes dans la perception du changement climatique et la capacité à adopter les pratiques et technologies agricoles nécessaires pour y faire face. Ces conclusions confirment l'opportunité d'introduire des considérations d'égalité des sexes dans les recherches et programmes et projets de terrain axés sur l'adaptation et la limitation du changement climatique.

Sources ROSA

OCDE – Agriculture et changement climatique – Septembre 2015 →

The Independent - Society will collapse by 2040 due to catastrophic food shortages, says study – Juin 2015 →

Gouvernement français – 4/1000 : des sols pour la sécurité alimentaire et le climat →

IFPRI - Why paying attention to gender matters for climate change adaptation - Novembre 2015 →

The Guardian - On Kenya's climate frontline, female farmers are building a secure future – Novembre 2015 →

Human Rights Watch – 'There is no time left.' Changement climatique, menaces environnementales et droits de l'Homme dans la province de Turkana, Kenya – Octobre 2015 →

Autres sources

COP21 →

IISD – Le FAO souligne les liens entre sécurité alimentaire et changement climatique – Octobre 2015 →

UE – Action pour le climat : l'agriculture →

Neven Mimica – Développement durable et action pour le climat – Novembre 2015 →



Mali : Millet moulu.
Photo : Bibliothèque CE

Collaboration avec la Commission de l'Union Africaine sur l'agriculture, la sécurité alimentaire et la sûreté sanitaire des aliments

Le 13 Novembre 2015, l'UE a adopté le second Programme d'Action Annuel (PAA) du Programme Panafricain, financé par le budget général de l'Union.

Le *Programme de Soutien à l'Union Africaine (AUSP-III)* du PAA apportera un soutien à hauteur de 45 M EUR à la Commission de l'Union Africaine (CUA). Incluant l'agriculture, la sécurité alimentaire et la sûreté sanitaire des aliments, cette action passe par un appui budgétaire au Département de l'Economie Rurale et de l'Agriculture de la CUA afin de l'aider à mener à bien son mandat relatif à la mise en œuvre du Programme Détaillé de Développement de l'Agriculture Africaine (PDDAA), y compris la Déclaration de Malabo.

Ce mandat consiste à faciliter et orienter les décisions politiques globales à l'échelle du continent, renforcer la légitimité et l'autorité de l'UA, construire et organiser des outils d'information et rendre compte aux organes décisionnaires de l'UA. L'appui prévu en 2016 sera axé sur :

- La coordination du PDDAA au niveau continental ;
- Les normes sanitaires et phytosanitaires (SPS) y compris le renforcement de la coopération sur les épidémies et le soutien au Comité SPS Continental ;
- L'appropriation du système cadre d'indications géographiques (IG) continental, qui joue un rôle crucial dans la stimulation du commerce intra-Africain et le soutien à l'intégration régionale; et
- L'agriculture biologique, y compris soutien aux mouvances biologiques nationales, formations et réunions.

Compte tenu de l'impact crucial des ressources animales sur l'agriculture, la sécurité alimentaire et la sûreté sanitaire des aliments, un soutien institutionnel sera fourni à la CUA et ses différents organes techniques tels que la Campagne Panafricaine d'Eradication de la mouche Tsé-Tsé et des Trypanosomiasés de l'UA (AU-PATTEC) et le Centre Panafricain de Vaccination de l'UA (AU-PANVAC), à travers le financement de personnel et d'actions de renforcement de capacités. Cet appui permettra de gérer et déployer des initiatives continentales relatives à la santé animale et sécurité sanitaire.

Source

Programme d'Action Annuel 2015 pour le Programme Panafricain →

→ Découvrez le réseau ROSA



Une femme nigériennne et ses enfants dans un centre d'accueil dit "Dublino".
Photo : Bibliothèque CE

Fonds Fiduciaire d'Urgence de l'UE

Le Président de la Commission Européenne Jean-Claude Juncker a lancé, lors du Sommet de la Valette sur la Migration du 12 Novembre 2015, le fonds fiduciaire d'urgence de l'UE en faveur de la stabilité et de la lutte contre les causes profondes de la migration irrégulière et du phénomène des personnes déplacées en Afrique. Le Fonds rassemble 1,8 milliards d'euros issus du budget de l'Union et du Fonds de Développement Européen, combinés à des contributions d'Etats Membres et d'autres bailleurs. A l'heure actuelle, 25 Etats-Membres et 2 bailleurs extra-UE (la Norvège et la Suisse) ont annoncé une contribution totale d'environ 81.3 millions d'euros. Le Fonds bénéficiera à certains des pays africains les plus fragiles situés sur les principales routes de migration vers l'Europe :

- Région du Sahel et du lac Tchad : Burkina Faso, Cameroun, Tchad, Gambie, Mali, Mauritanie, Niger, Nigéria and Sénégal
- Corne de l'Afrique : Djibouti, Erythrée, Ethiopie, Kenya, Somalie, Soudan du Sud, Soudan, Tanzanie and Ouganda
- Maghreb : Maroc, Algérie, Tunisie, Lybie et Egypte.

Le Fonds Fiduciaire appuiera des programmes économiques générateurs d'opportunités d'emploi, en particulier pour les jeunes et les femmes, axés plus particulièrement sur la formation professionnelle et la création de micro et petites entreprises. Il financera également des projets assurant la fourniture de services de base à la population tels que sécurité alimentaire et nutritionnelle, santé, éducation et protection sociale, tout en respectant la durabilité environnementale.

Sources

Note d'information sur le Fonds Fiduciaire UE pour l'Afrique →

Le président Juncker lance le fonds fiduciaire d'urgence de l'UE pour lutter contre les causes profondes de la migration irrégulière en Afrique →

12-15 Octobre 2015

42e Session du Comité de la Sécurité Alimentaire Mondiale : « Sécurité alimentaire et nutritionnelle : faire la différence »

La 42e session du Comité de la Sécurité Alimentaire Mondiale (CSA 42), qui s'est tenue au Siège du FAO à Rome (Italie), a réuni environ 1060 participants autour d'un ordre du jour consacré au CSA et aux Objectifs de Développement Durables (ODD), au rapport 2015 sur [l'état de l'insécurité alimentaire dans le monde](#) et à la convergence des politiques. La CSA 42 a adopté le [cadre d'action pour la sécurité alimentaire et la nutrition lors des crises prolongées](#) et les recommandations sur [l'eau en tant qu'enjeu de la sécurité alimentaire mondiale](#). La réunion a aussi permis de lancer de nouveaux domaines de travail tels que le rôle du CSA face aux enjeux nutritionnels dans le cadre du Programme de Développement Durable 2030 (Programme 2030), et d'adopter le Programme de Travail Pluriannuel (PTP) pour le prochain exercice biennal, y compris les Groupes de Travail à composition non limitée (GTCNL) sur la nutrition et les ODD. Les axes de travail actuels ont également été couverts, notamment le [Cadre Stratégique Mondiale pour la Sécurité Alimentaire et la Nutrition](#) (CSM) ; les conclusions du [Forum de Haut Niveau sur l'établissement de liens entre les petits exploitants agricoles et les marchés](#) du 25 Juin 2015, le [rapport sur les conclusions de l'enquête sur l'efficacité du CSA](#) et les priorités 2016-2017.

→ ROSA

26-30 Octobre 2015

Semaine du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest

La Semaine du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest 2015 organisée à Milan (Italie) était consacrée au thème de l'Expo « Nourrir la planète, énergie pour la vie » avec une perspective Ouest-africaine. Elle a réuni des organisations régionales, des représentants des gouvernements d'Afrique de l'Ouest et des pays de l'OCDE et des experts autour de différents événements. Les représentants de la société civile africaine et européenne ont été conviés à un séminaire sur la résilience le 28 Octobre afin d'identifier des convergences dans l'approche théorique et pratique de ce concept pour l'Afrique de l'Ouest. Le Réseau pour la Prévention des Crises Alimentaires (RPCA) a également tenu une session spéciale. Le 30 Octobre, une réunion du Groupe d'Experts de Haut Niveau de l'[Alliance Globale pour la Résilience](#) (AGIR) a été consacrée au Sahel et à l'Afrique de l'Ouest. Elle a permis d'acter et clarifier la position de AGIR face aux enjeux de la résilience dans cet environnement complexe, en particulier dans le secteur de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, et de confirmer la capacité de l'organisation à optimiser les synergies et offrir un tremplin aux initiatives locales et internationales.

La Semaine a été organisée par le Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest et ses membres et partenaires sur invitation de l'Union Européenne. A l'occasion de cet événement, le RPCA a publié une [vidéo](#) de 20 minutes.

→ En savoir plus



Session plénière du CSA 42.
Photo : FAO / Giulio Napolitano



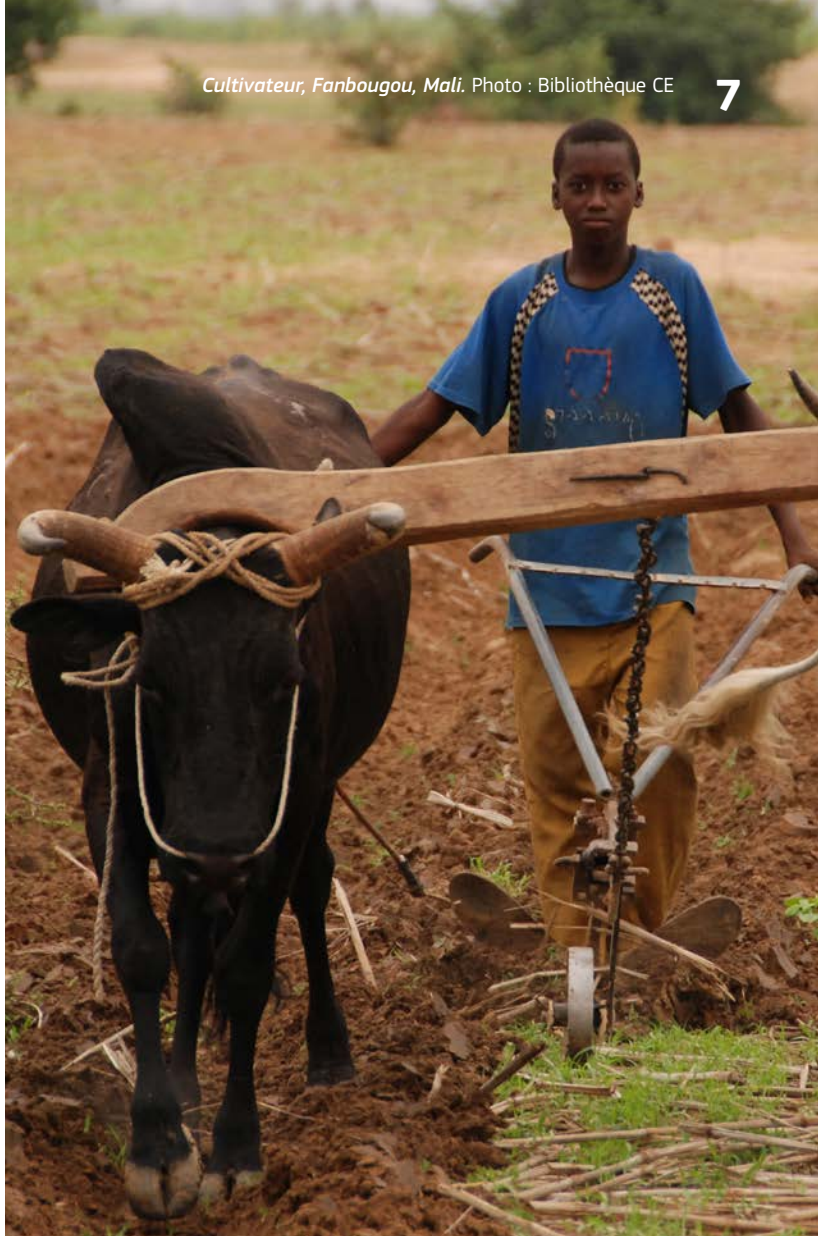
Semaine du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest 2015.
Photo : Pomilio Blumm / Senia Ferrente

27 Octobre 2015

Briefing de Bruxelles sur le Développement : «Les bailleurs émergents et les puissances montantes en agriculture »

Cet évènement a permis de débattre des principaux défis et nouvelles opportunités pour le renforcement de la coopération Sud-Sud et coopération triangulaire, en s'intéressant plus particulièrement aux pays émergents bailleurs tels que l'Afrique du Sud, l'Argentine, le Brésil, la Chine, la Corée du Sud et l'Inde. Après analyse de ces défis et des opportunités dans la coopération Sud-Sud pour l'agriculture, le Briefing a permis d'identifier les leçons tirées de la recherche et de la pratique. Il s'est penché sur des exemples réussis de partenariats Sud-Sud ou triangulaires dans les pays de la zone Afrique, Caraïbes et Pacifique (ACP). Selon l'OCDE, la **coopération triangulaire** permet de rassembler différents acteurs, tels que des Etats proposant une coopération pour le développement, des partenaires dans le cadre d'une coopération Sud-Sud et des organisations internationales, dans le but de partager des connaissances et déployer des projets de développement. Les Briefings de Bruxelles sont des évènements réguliers organisés par le Centre Technique pour l'Agriculture et la Coopération Rurale (CTA) et ses partenaires, dont la Commission Européenne.

→ ROSA



Briefing de Bruxelles. Photo : CTA 2015

Prochains événements

14-16 Décembre 2015

31e Assemblée Annuelle du Réseau pour la Prévention des Crises Alimentaires (RPCA) →

12-15 Janvier 2016

Steps to Sustainable Livestock: an International Conference on sustainable ruminant livestock production (Etapas vers une gestion durable des cheptels : Conférence internationale sur l'élevage durable des ruminants) →

Le RPCA

Fondé en 1984, le RPCA est un réseau international pour la coopération et la coordination de la prévention des crises alimentaires sous la direction stratégique de la CEDEAO (Communauté Economique des Etats d'Afrique Occidentale) et de l'UEMOA (Union Economique et Monétaire d'Afrique de l'Ouest). Il est co-animé par le Comité Permanent Inter-Etats de Lutte contre la Sécheresse dans le Sahel (CILSS).

Impacts du changement climatique et des actions d'atténuation sur le monde en développement : une évaluation intégrée des secteurs agricole et forestier

Publié par la Banque Mondiale le 05 Novembre 2015, ce document présente une analyse intégrée des impacts du changement climatique et des actions d'atténuation sur les marchés de biens agricoles et sur la disponibilité des produits alimentaires dans les pays à revenus faibles ou intermédiaires (PRFI). L'analyse a recours au modèle d'équilibre partiel GLOBIOM pour générer des scénarios à l'horizon 2080, qui démontrent une amplification progressive des effets du changement climatique. D'ici 2030, l'impact du changement climatique sur la consommation alimentaire est modéré, mais déjà deux fois plus important dans un monde marqué par de fortes inégalités que dans un monde plus équitable. A long terme, ces répercussions pourraient être bien plus notables, avec une perte moyenne de calories de l'ordre de 6 % d'ici 2050 et 14 % d'ici 2080. Une politique d'atténuation visant à stabiliser le réchauffement en-dessous de 2°C appliquée uniformément à toutes les régions, telle qu'une taxe carbone, aboutirait au même résultat que le scénario de référence avec une baisse de 6 % des disponibilités alimentaires d'ici 2050 et 12 % d'ici 2080. Pour éviter d'aggraver les effets du changement climatique, les politiques d'atténuation doivent veiller à une redistribution appropriée des revenus issus de la valorisation du carbone. De façon générale, les effets anticipés du changement climatique et des politiques d'atténuation sur les marchés agricoles soulèvent des problématiques cruciales de sécurité alimentaire à long terme, quoique ces enjeux restent plus limités à moyen terme à l'horizon 2030.

→ ROSA

Le Pastoralisme Paye: Nouvelles évidences de la Corne de l'Afrique

Alors que la concurrence pour les ressources foncières et l'eau s'intensifie, il semble de plus en plus pertinent de réévaluer les avantages comparatifs sociaux et environnementaux des systèmes productifs basés sur le pastoralisme. Neuf études de régions pastorales difficiles d'accès en Ethiopie et au Kenya réaffirment que la valeur de tels systèmes est largement sous-estimée. Le lait de chamelle, la viande de chèvre, la traction animale et autres biens et services fournissent des produits de subsistance et une source de revenus ; tout en générant des chaînes de valeur permettant l'accès à l'emploi, à des opportunités de revenus et au crédit. Les produits du pastoralisme contribuent de façon non négligeable aux recettes des autorités publiques et contribuent à la disponibilité des services de base dans les villes rurales. Cette productivité pourrait être renforcée par un soutien approprié.

→ ROSA

→ Découvrez le réseau ROSA

Changement climatique et sécurité alimentaire : défis et solutions à l'échelle mondiale et nationale

Ce séminaire organisé le 10 Novembre 2015 par l'IFPRI (*International Food Policy Research Institute*) s'intéressait aux répercussions du changement climatique sur la production agricole, la sécurité alimentaire et l'utilisation des ressources. Il a soulevé des problématiques relatives aux délais de planification et de mise en œuvre, qui ne figurent habituellement pas parmi les priorités des programmes de recherche traditionnels sur le développement économique. A l'occasion de la préparation de la COP21 à Paris par de nombreux scientifiques, militants, chercheurs et décideurs politiques, le groupe d'experts a saisi l'opportunité de mettre en avant certains des enjeux les plus pressants liés au changement climatique et à l'agriculture.

→ ROSA



Riz résilient aux changements climatiques. Photo : Bibliothèque CE

L'impact du changement climatique sur les dépenses alimentaires et les populations exposées à la faim à l'échelle infranationale

Publiée par l'Institut Potsdam en Allemagne en Octobre 2015 et financée par la Banque Mondiale, cette étude analyse les impacts du changement climatique sur l'agriculture, et les implications possibles sur la faim selon différents scénarios socioéconomiques à l'horizon 2030, en se concentrant sur les régions les plus touchées par la pauvreté. Les résultats montrent qu'en dépit d'une baisse généralisée des rendements moyens dans toutes les régions étudiées, l'impact sur les prix des denrées alimentaires est extrêmement variable. La plus forte hausse du coût des aliments concerne le Moyen-Orient et le Maghreb, où les terres arables sont déjà pleinement utilisées et les possibilités d'importation limitées. La région la moins affectée par cette hausse des coûts est l'Afrique subsaharienne, qui bénéficie de la possibilité de déplacer la production vers des zones moins touchées par le changement climatique et d'augmenter ses importations. L'Asie du Sud-Est et l'Afrique sub-saharienne peuvent compenser partiellement l'impact du changement climatique en réorientant leurs échanges et en étendant la superficie des terres cultivées. Au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, la quasi-totalité de la population est affectée par la hausse des prix des denrées alimentaires mais la part de leur population vulnérable à la faim est relativement faible, ces projections envisageant un développement économique suffisamment robuste.

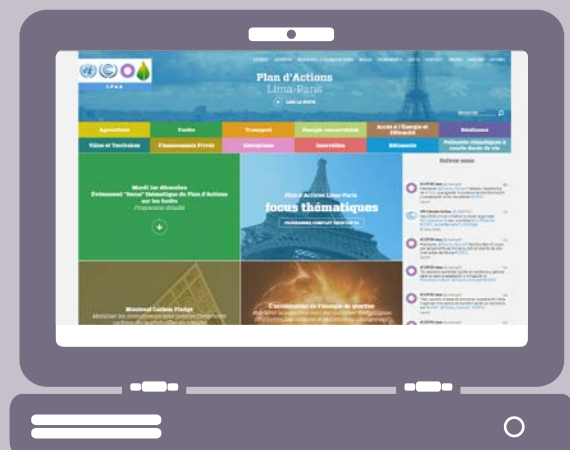
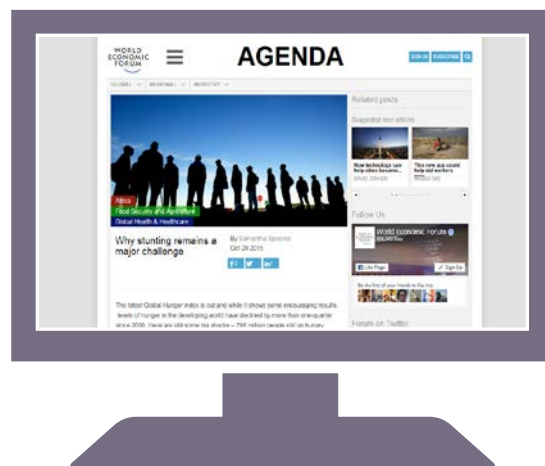
→ ROSA



Pourquoi la sous-nutrition reste un défi de taille

Publié sur le site du Forum Economique Mondial en Octobre 2015, ce blog considère que l'Indice de la Faim dans le Monde 2015 affiche certains résultats encourageants, mais réserve aussi de mauvaises surprises : 795 millions de personnes souffrent toujours de la faim et plus d'un enfant sur quatre souffre de retards de croissance. Les enfants victimes de sous-nutrition connaissent une mortalité plus élevée au cours des premières années de leur vie, et ceux qui survivent n'atteignent pas leurs pleines capacités intellectuelles et professionnelles. Dans certains pays d'Afrique tels que le Burundi, l'Erythrée, Madagascar et le Rwanda, la sous-nutrition est si répandue qu'à l'horizon 2030 près de la moitié des jeunes adultes n'aura pas atteint sa taille normale.

→ Pour en savoir plus



Initiative 4/1000 : des sols pour la sécurité alimentaire et le climat

L'Initiative 4/1000 incite les partenaires à s'orienter vers une agriculture résiliente à travers une gestion durable des sols, génératrice d'emplois et de revenus et assurant ainsi un développement durable. Elle intègre un plan d'action volontaire dit Plan d'Action Lima-Paris (PALP) appuyé sur un programme de recherche ambitieux. Le lancement officiel de l'initiative se fera lors de la COP21 à Paris le 01 Décembre avec la signature d'une déclaration commune par les parties.

→ ROSA

Eradiquer la faim en milieu rural

En Septembre 2015, 193 pays ont adopté l'Objectif de Développement Durable N°2 : Faim Zéro d'ici 2030. Lancé en Octobre 2015 par le Brookings Institute (Etats-Unis), endingruralhunger.org offre une boîte à outils pour l'analyse et le suivi de cet objectif mondial en apportant un éclairage sur les actions entreprises par 116 pays en développement pour lutter contre la faim en milieu rural.

→ ROSA



→ Découvrez le réseau ROSA



© Union Européenne 2015

Publié par le Directorate Général de la Coopération
Internationale et Développement, octobre 2015

Le contenu de cette publication ne représente pas nécessairement
la position officielle ou l'opinion de la Commission Européenne. Ni la
Commission Européenne, ni aucune personne intervenant au nom de
la Commission ne peut être tenue responsable de l'usage qui pourra
être fait des informations contenues dans cette publication.

Directorat Général de la Coopération Internationale et
Développement, 41 Rue de la Loi, B-1049 Bruxelles

Réseau ROSA:
<http://capacity4dev.ec.europa.eu/hunger-foodsecurity-nutrition/dashboard>

Pour plus d'informations sur ROSA news, merci d'envoyer votre
demande par mail à: EuropeAid-FANSSA@ec.europa.eu